

Le sens du vote Fillon.



Article rédigé par *Hilaire de Crémiers*, le 29 novembre 2016

[Source : Politique Magazine]

Le vote Fillon a rallié toute une France que tout le système politico-médiatique voudrait ne plus voir apparaître. Il est le signal d'une dynamique nouvelle. Toute la question est de savoir si elle pourra aboutir.

La droite catholique a voté. Tout le monde en convient. C'est le signe le plus clair des primaires de la droite. Suivant la rumeur qui s'amplifia soudain dans le corps électoral, selon aussi les consignes données sur les réseaux sociaux et sous des instigations qui se devinent, elle s'est portée sur François Fillon.

Il s'agissait de faire barrage à Alain Juppé et à Nicolas Sarkozy : le vote utile, comme on dit toujours. Tout aussi bien ces voix auraient pu se porter sur Jean-Frédéric Poisson, quant aux convictions profondes. Il était le seul « affiché » catholique ; le mécanisme institutionnel est tel qu'il rend impossible un vote franc et massif de conviction. Les électeurs en sont réduits à faire un choix « contre ».

Mais il est certain que derrière un tel vote, il y a un choix « pour ». « Pour » l'ordre, « pour » une restauration de l'autorité et des libertés, « pour » la vie, « pour » les familles, « pour » un redressement. Et ce vote « pour » a fait peur aux tenants du système, mot simple mais qui n'est équivoque pour personne.

La pression dès la fin du premier tour a recommencé à s'exercer. Après le second tour il est à prévoir que ce sera pire et plus sournois. François Fillon est sommé à chaque instant, qu'il le veuille ou non, de s'expliquer sur l'avortement, sur les droits de la femme, sur ses liens supposés avec la droite catholique, voire avec l'extrême droite, sur son amitié avec Poutine, sur son libéralisme qualifié de radical.

On feint de croire Fillon en rupture avec le système. Il a beau dire que ce n'est pas le cas, confirmer qu'il a voté toutes les lois sur l'avortement, celles qui vont le plus loin, ajouter qu'il n'est pas question pour lui de remettre en cause la loi Taubira, préciser qu'il ne touchera pas à l'organisation sociale, il est soupçonné d'intentions perverses par tous les défenseurs patentés des « valeurs républicaines ».

L'ignoble chantage

Les chiens aboient et vont aboyer encore plus fort. Il devra de plus en plus attester publiquement de sa soumission aux normes de la classe politique et médiatique. Lui sera refusée même la réserve la plus intime sur ses convictions les plus personnelles, philosophiques comme il dit, ou religieuses. à ce prix il sera le candidat de toute la droite ou prétendue droite et du centre. Es-tu « catho » ou non ? Es-tu « républicain » ou non ?

Telle est encore aujourd'hui la vraie question. C'est intéressant de le noter. En dépit de tous les ralliements cléricaux à la République. Nos institutions n'en sortent pas et c'est la raison, la seule et vraie raison, pour laquelle Juppé était placé en tête dans les prévisions du premier tour.

Tout le monde le pensait tant c'était l'homme des appareils et des habitudes du système. Les pronostics ont été déjoués, manifestation une fois de plus éclatante de l'appel profond d'une France humiliée et outragée vers l'homme d'État attendu pour une vraie rupture et qui, lui, ne décevrait pas. Tel est le sens du vote Fillon. Qui ne le sait, mais qui ose le dire ? Lui-même, cerné qu'il va être, que peut-il faire ? Faire était le titre de son opusculé de campagne.

Soit ! Mais faire quoi au juste ? S'il doit d'abord adhérer à toutes les inepties qui font le contrat social de la

politicaillerie au pouvoir et s'abaisser devant les criaileries des médias, s'il ne peut réclamer une vraie politique familiale, réanimer une morale publique, dire « non » à l'Europe de Maastricht et de Lisbonne, renouer avec notre histoire nationale ? N'a-t-il pas déjà trop acquiescé ? Un chef de l'État doit, d'abord, être libre. C'est la première chose qu'il eût fallu déclarer à la primaire. Au lieu de discuter sur l'âge auquel un enfant doit être orienté. De minimis non curat praetor.

Ce que vit la France est typique. Tout est fait pour que Fillon ne soit un « dur » qu'en apparence. L'idée est de faire en sorte qu'il soit trop lié au système pour se permettre de rompre avec lui. Or, les primaires ont révélé une France en réalité très « à droite » selon les classifications habituelles des analystes politiques, c'est-à-dire de plus en plus soucieuse de son identité historique, attachée à ses familles, alors que tout est entrepris pour les démolir, inquiète pour son patrimoine, pour ses villages, sa ruralité, ses industries, pour la convivialité de ses villes, pour sa défense et sa sécurité, cherchant un avenir dans un ordre retrouvé.

Fillon a donné l'impression de partager ses manières de voir et de sentir. Il a rallié naturellement toute cette France qui croit encore en la France. Mais c'est cette France que tout le système politico-médiatique ne veut plus voir apparaître ; il la pensait morte et enterrée. Elle ne l'est pas ; elle ne l'est jamais.

C'est un très bon signe. Fillon devrait normalement en faire partie, ne serait-ce que par ses attaches familiales. Le vote en sa faveur n'est dû qu'à ce sentiment. La contrainte du mécanisme institutionnel risque de tout fausser. Déjà, sur le plan public – et pour avoir la paix –, il a remisé tout ce qui aurait pu le distinguer fondamentalement des autres.

La croisée des chemins

Il a si bien compris, senti même l'impasse où le mènent de telles élections, trop partisanses pour lui donner les coudées franches, qu'il se contente d'axer sa volonté de réforme essentiellement sur l'économie. Alors qu'un Trump a réussi à obtenir une liberté d'action, Fillon sait très bien comment et pourquoi il sera contrecarré. Il connaîtra très vite les limites de sa stratégie : tous ses projets seront bloqués, aussi bien à la base qu'au sommet, du côté européen comme du côté prétendument social français.

D'autant plus qu'il est maintenant probable qu'il sera le candidat républicain face à Marine Le Pen et qu'après avoir droitisé son discours, il sera obligé de le gauchir. D'où, pour se distinguer et pour tenter de se libérer, sa volonté de procéder par ordonnances sur ses priorités. Imagine-t-on les difficultés qu'il va rencontrer ?

Un État en faillite, des administrations qui n'obéissent plus, une Europe qui lui mettra des bâtons dans les roues, un esprit public qui se salira et qui ne correspondra plus à l'élan patriotique et pur qui l'a soutenu aux primaires, l'immigration sauvage, le terrorisme islamique et, pire que tout, un monde politique et médiatique assoiffé de pouvoir et de vengeance.

« La France est poignarde », disait Maurice Barrès. Ce qui veut tout dire, surtout aujourd'hui. Guillaume Bernard dans son livre *La guerre à droite* aura bien lieu (Desclée de Brouwer), montre parfaitement ce qu'il appelle « le mouvement dextrogyre », c'est-à-dire ce besoin d'ordre, de sécurité, d'autorité, qui repousse maintenant vers la gauche les idées et les mouvements politiques dont l'inspiration puise encore aux sources des vieilles idéologies du xix^e et du xx^e siècles.

Robert Ménard, le maire de Béziers qui, lui, n'a peur de rien, dans son *Abécédaire de la France* qui ne veut pas mourir (Pierre-Guillaume de Roux) explicite en termes simples et clairs les mesures sages qui s'imposent de toute évidence aujourd'hui, en réduisant les fausses objections à ce qu'elles sont en réalité : des « mots » qui permettent à des politiciens, à des journalistes, à des fonctionnaires sans responsabilité réelle, de faire semblant d'exister. Fillon ou pas Fillon, le jour viendra du choix crucial : « pour » ou « contre » la France.